



POUVOIR ADJUDICATEUR
(organisme contractant)

CAF DE LA SEINE-SAINT-DENIS
52-54 RUE DE LA REPUBLIQUE
93000 BOBIGNY

(ORGANISME DE DROIT PRIVE CHARGE DE LA GESTION D'UN SERVICE PUBLIC)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

OBJET DE LA CONSULTATION N° 12/2025

VERIFICATION ET ENTRETIEN DU PARC D'EXTINCTEURS DE LA CAF DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Accord-cadre à bons de commande

Accord-cadre à bons de commandes passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1, du 1° de R2123-1, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Date d'établissement : 11/09/2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET	3
ARTICLE 2 : PARC DES EXTINCTEURS - LIEUX D'EXECUTION	3
2.1 : <u>Prise en charge du parc des extincteurs</u>	3
2.2 : <u>Lieu d'exécution</u>	4
ARTICLE 3 : NATURE, CONTENU ET ETENDUE DES PRESTATIONS	4
3.1. : <u>Maintenance préventive et curative</u>	4
3.2 : <u>Fourniture d'extincteurs : prescriptions techniques</u>	4
ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION	6
4.1 : <u>Fréquence et modalités des visites pour l'entretien préventif et correctif des extincteurs</u>	6
4.2 : <u>Contenu des visites de maintenance annuelle</u>	7
4.3. <u>Modalités de la maintenance curative</u>	9
4.4 : <u>Personnes habilitées à intervenir</u>	10
4.5 : <u>Règles d'accès aux locaux</u>	10
4.6 : <u>Protection des ouvrages et sécurité des personnes</u>	10
4.7 : <u>Rapport d'intervention</u>	10
4.8 : <u>Tenue du registre de sécurité – Information de la Caf</u>	11

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) fixe les conditions de l'accord-cadre que l'Organisme contractant entend passer pour **la vérification et l'entretien de l'ensemble du parc d'extincteurs implantés dans ses locaux situés en Seine-Saint-Denis, la formation des utilisateurs (équipier de 1^{ère} intervention, exercices sur feux réels, recyclages SST, utilisation des défibrillateurs, etc.) ainsi que la maintenance des blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES).**

Dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire pourra être amené également à fournir des extincteurs et d'autres matériels de sécurité associés.

L'exécution des prestations, objets de l'accord-cadre, implique **en permanence** une obligation de résultat.

Les obligations en matière de résultat consistent à garantir :

- la continuité de service,
- les conditions de sécurité imposées par la réglementation,
- le maintien dans la durée du contrat des performances de fonctionnement à un niveau optimal, proche de celui des performances initiales.

Il appartient au titulaire de compléter si nécessaire les moyens minimaux qu'il a définis dans son projet d'organisation pour répondre à ses obligations de résultats.

Le respect des obligations se traduit par :

- la rapidité dans les interventions,
- la rapidité de remise en fonctionnement,
- le maintien en conformité des installations.

ARTICLE 2 : PARC DES EXTINCTEURS - LIEUX D'EXECUTION**2.1 : Prise en charge du parc des extincteurs**

La liste du matériel à maintenir et sa localisation figurent en **annexe 1** (fichier Excel). Ce document est donné à titre indicatif.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels est établi par le titulaire au début de l'exécution du marché. Puis, le titulaire, **dans le mois suivant la notification du marché, vérifiera si les extincteurs sont positionnés correctement, en nombre suffisant et appropriés aux risques.** Il contrôlera également leur fixation et leur repérage par pictogramme.

- Le titulaire fournira à la CAF, sur la base des plans d'évacuation, un listing ainsi qu'un repérage sur plan de l'ensemble des équipements
- En cas de non-conformité ou suite à une analyse de risque, le titulaire pourra proposer une modification des installations. Elle sera motivée et chiffrée et ne pourra être mise en place qu'après accord écrit de la CAF.

Puis chaque année civile, au cours du premier semestre, **un nouvel état récapitulatif** précis du parc d'extincteurs avec leur localisation, leur nombre par local, les types d'appareils, les dates d'acquisition, les dates de contrôle et de renouvellement à prévoir, **devra être établi spontanément par le Titulaire de l'accord-cadre. Cette prestation est comprise dans le coût du marché.**

De même en cours d'année, en cas d'implantation nouvelle de l'organisme contractant dans le département de la Seine-Saint-Denis, un nouvel état récapitulatif du parc d'extincteurs pourra être effectué contradictoirement entre les parties.

À titre indicatif, le parc actuel d'extincteurs est au nombre de 285 appareils (cf. annexe 1).

2.2 : Lieu d'exécution

Les locaux concernés sont situés aux adresses suivantes :

- Immeuble du siège social de la Caf au 52/54 rue de la République – 93000 BOBIGNY.
- Immeuble au 15/17 rue Jean-Pierre Timbaud – 93110 ROSNY-SOUS-BOIS.
- Immeuble au 9/11 rue de la Commune de Paris – 93200 SAINT-DENIS.
- Immeuble 134 rue Jacques Duclos – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS.
- Centre Editique 32 Avenue du Pavé Neuf – 93160 NOISY-LE-GRAND.
- Immeuble « Le Descartes » - 29 promenade Michel Simon – 93160 NOISY-LE-GRAND (locaux du RDC, 1^{er} et 4^{ème} étage)

Les prestations pourront éventuellement concerner tous locaux supplémentaires de l'Organisme contractant implantés en Seine-Saint-Denis en cours d'accord-cadre.

ARTICLE 3 : NATURE, CONTENU ET ETENDUE DES PRESTATIONS

3.1. : Maintenance préventive et curative

Le titulaire s'engage à assurer les opérations systématiques de maintenance préventive et curative prévues à l'accord-cadre. Ces opérations comprennent notamment :

- la vérification annuelle des extincteurs,
- la maintenance curative,
- la fourniture des pièces de rechange (étiquette de contrôle, goupille, joints de robinets d'extincteurs et de tromblon CO2, lance, diffuseur, etc.,),
- les renouvellements d'épreuve prévus par la réglementation en vigueur ou à venir,
- la vérification de la concordance entre les extincteurs mis en place et l'implantation sur les plans,
- les vérifications des implantations des équipements incendie suivant les risques environnementaux,
- l'enlèvement et le reconditionnement des extincteurs de plus de 10 ans,
- ainsi que de toutes autres pièces et prestations jugées nécessaires.

Le détail des opérations systématiques de maintenance préventive figure **en annexe 2** du présent CCTP.

Le détail des opérations de maintenance corrective relève de la responsabilité technique du titulaire conformément aux règles de l'Art. Par ailleurs, il est stipulé que si le titulaire de l'accord-cadre estime que certaines prestations ne peuvent être réalisées que dans ses usines ou ateliers, il devra en informer au préalable le référent Santé et Sécurité au travail de la Caf. Le titulaire déterminera alors les moyens à mettre en œuvre pour maintenir le niveau de sécurité pendant la période de carence. Les moyens à mettre en œuvre seront à la charge du titulaire de l'accord-cadre.

De même, si le titulaire de l'accord-cadre prévoit ou constate une indisponibilité d'appareils, il doit en informer aussitôt le référent Santé et sécurité au travail de la Caf avec qui il définira les moyens à mettre en œuvre pour remédier à cette carence.

3.2 : Fourniture d'extincteurs : prescriptions techniques

Tous les extincteurs fournis par le titulaire seront aux normes françaises et européennes, bénéficieront d'une garantie anticorrosion de dix ans et seront entretenus par le titulaire de l'accord-cadre.

Les extincteurs à pression auxiliaire seront équipés de percuteur métallique zingué, de protège fond de cuve, pour les eaux pulvérisées, d'une canne pulvérisatrice et AFFF en flacon séparé. Pour les extincteurs CO2, les tromblons seront d'une matière souple, résistant aux déformations éventuelles par pression (pas de grille de diffusion sure les diffuseurs dioxyde de carbone).

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation doivent être remplacés par des composants strictement identiques à ceux utilisés lors de l'homologation des extincteurs ou à tout le moins compatibles avec la marque d'origine.

Le remplacement des charges doit être effectué avec des produits strictement identiques à ceux utilisés lors de l'homologation des extincteurs.

La fourniture d'extincteurs homologués se fera au fur et à mesure des besoins de la Caf, sans engagement de volume annuel.

La prestation, suite à utilisation volontaire ou accidentelle des appareils, comportera :

- la recharge de l'appareil (CO2),
- la recharge de la cartouche de gaz (eau et poudre),
- le remplacement de l'agent extincteur,
- le contrôle de fonctionnement,
- le remplacement des pièces défectueuses.

Les pièces de rechange sont celles prévues au contrat de fournitures des appareils complets et pour lesquelles le fabricant s'est engagé à assurer le service des pièces détachées.

Dans le cas de remplacement ou de réparation d'une pièce constitutive d'un appareil si une nouvelle défaillance affectant le même organe se produit dans un délai inférieur à un an, cette nouvelle intervention restera à la charge du Titulaire.

3.3 : Formations

Le titulaire devra être en mesure, sur demande expresse, de dispenser des formations aux agents de la Caf sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Ces formations seront notamment du type :

- Équipier de première intervention (Manipulation des extincteurs...),
- Équipier d'évacuation (guide file, serre-file...),
- Utilisation d'un défibrillateur.

Le prestataire pourra également être sollicité pour dispenser d'autres formations, qu'elles soient visées au bordereau de prix unitaires ou non. Dans ce cas elles feront l'objet d'un devis sur demande expresse de l'organisme. Ces prestations ne sont pas obligatoires et sont indépendantes des prestations de maintenance, et sans engagement de volume. Par ailleurs, l'organisme contractant se réserve la possibilité de faire appel par voie de concurrence à d'autres prestataires pour ces formations.

La formation, se déroulera sur le lieu de travail des agents (qui sera précisé dans le bon de commande) et sera consignée sur le registre de sécurité. Elle comportera entre 3 et 15 agents maximum par session, selon le type de formations.

Conditions d'annulation : l'annulation d'une cession de formation peut être faite par mail auprès du Titulaire avec un préavis de 5 jours. Dans ce cas, la formation ne sera pas facturée à l'organisme contractant. En cas d'annulation en deçà de ce délai, le coût sera réduit de moitié. En cas d'annulation le jour même, ou si le nombre de participants présents se trouve être inférieur à trois, l'intégralité du coût de la formation sera due au titulaire sauf si le nombre de participants minimal n'a pu être atteint en cas d'absence pour maladie (Covid-19).

notamment), ou d'isolation obligatoire pour les personnes « cas contact » avérées. Dans ce cas, le coût sera également réduit de moitié.

Le prestataire apportera, pour les besoins de cette formation, tout le matériel nécessaire du même type que ceux présents dans l'équipement, ainsi que tout éventuel ustensile nécessaire à la bonne exécution de la prestation (extincteurs pleins, seau, bêche, etc...).

Le coût de cette prestation inclut tous les frais et toutes sujétions (déplacement sur le site, rémunération du formateur, fourniture des extincteurs et des ustensiles, etc...).

À la fin de sa prestation, le titulaire fera signer aux participants une fiche de présence qui sera transmise par tous moyens au Référent Sûreté et Sécurité et au service Formations de la Caf.

3.4 : Maintenance des blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES)

Le titulaire devra assurer la maintenance des BAES, également appelés blocs de secours, afin que l'éclairage d'évacuation et les indications de sorties soient optimales. À ce titre, il devra :

- Réaliser les vérifications périodiques prévues par la réglementation en vigueur (tests fonctionnels, autonomie, état des voyants, etc.)
- Procéder au nettoyage des dispositifs et au remplacement des sources lumineuses défectueuses
- Tenir à jour un registre de maintenance indiquant les dates d'intervention, les anomalies constatées et les actions correctives mises en œuvre
- S'assurer de la conformité des équipements avec les normes en vigueur, et alerter en cas de défaillance nécessitant une remise en état ou un remplacement

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION

4.1 : Fréquence et modalités des visites pour l'entretien préventif et correctif des extincteurs

Conformément à la norme NF S61-919 de juillet 2004 de maintenance des extincteurs d'incendie portatifs, le Titulaire s'engage à réaliser dans le cadre du présent accord-cadre une visite par an pour chaque appareil du parc d'extincteurs, sachant que l'intervalle ne pourra excéder 13 mois entre deux visites de maintenance préventive pour un même site, ni être inférieur à onze mois.

Sauf dispositions différentes figurant dans le bon de commande, le Titulaire doit effectuer la vérification de l'ensemble du parc d'extincteurs de l'Organisme dans le courant du premier semestre de chaque année civile suivant les modalités prévues par le ou les bons de commandes.

Afin de permettre au Pôle Immobilier Maintenance Sécurité Environnement (PIMSE) en charge du suivi de l'exécution de l'accord-cadre d'effectuer le contrôle des prestations, et permettre ainsi d'attester le service fait lors de la réception de la facture, le Titulaire devra établir en début de marché un planning des visites de maintenance préventive pour l'année civile en cours, précisant ses dates de chaque passage.

Ce planning devra parvenir à l'Organisme un mois avant la date de la première visite planifiée. De plus, le titulaire devra faire connaître au responsable précité, le nombre prévisible de salariés affectés à l'intervention ainsi que le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention et d'encadrer le personnel.

Les interventions seront réalisées en milieu occupé. Le Titulaire devra confirmer 72h avant son passage et prendra toutes les dispositions pour ne perturber qu'au strict minimum l'activité de l'Organisme contractant. L'Organisme se réserve le droit de modifier, en accord avec le Titulaire, certaines dates en fonction des activités se déroulant dans ces locaux.

Les dates et dans certains cas, l'heure exacte des visites sont fixées préalablement en accord avec le Référént Santé et Sécurité au travail. De manière générale, les visites auront lieu pendant les heures ouvrables de l'Organisme contractant, la plage horaire fixée étant de 9h00 à 16h30.

4.2 : Contenu des visites de maintenance annuelle

La maintenance annuelle comprendra, outre les opérations décrites à l'annexe 3 ci-après de la norme NF S61-919 de juillet 2004 de maintenance des extincteurs d'incendie portatifs en vigueur ou celle qui la remplacera le cas échéant, le respect de la règle APSAD R4, les prescriptions du constructeur, et les données réglementaires conformément à l'Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) en vigueur tels que (liste non exhaustive) :

- La vérification de leur nombre, leur accessibilité, leur visibilité, la hauteur réglementaire, le respect de l'espace réglementaire entre chacun, que les catégories sont bien présentes selon le type de pièces etc. et, le cas échéant, les prestations pour y remédier.
- La fixation et la reprise de fixation murale en cas de défaillance.
- Contrôle des dispositifs de sécurité : absence de scellé de sécurité, défaut de percussion de la poignée de l'extincteur,
- l'examen extérieur (corrosion, choc, sérigraphie, goupille, indicateur de pression,...),
- la pesée (pour les extincteurs au dioxyde de carbone – CO2),
- l'examen intérieur (vérification de la charge, pesée de la cartouche de gaz, corrosion,...),
- l'examen des organes mécaniques (soufflette, lance, dispositif de percussion,...),
- La mise à jour de l'étiquette de maintenance sur laquelle il précisera la date de la visite (mois et année), suivi de son nom, de sa signature et de celui de l'entreprise titulaire du marché (et nom du sous-traitant le cas échéant), apposition de l'étiquette de vérification du scellé (plomb millésimé),
- la vérification des couvertures anti-feu, et leur remplacement si nécessaire.
- La réalisation d'un état des lieux de l'ensemble de la signalétique de sécurité du bâtiment (notamment (PANNEAUX « EXTINCTEUR », « DE SECURITE », « DE LOCALISATION » ET « CONSIGNE INCENDIE » ; PLANS « D'EVACUATION » ET « GENERAUX D'INTERVENTION », « BAES ») ;

En particulier, le Titulaire doit réaliser toutes les opérations d'entretien nécessaires au bon fonctionnement des appareils selon leur type, conformément à la réglementation en vigueur et aux règles de l'Art et en vigueur, la liste des opérations décrite ci-après n'est pas exhaustive :

- **Extincteurs à eau pulvérisée avec additif**

- Démontage de la tête
- Retrait du joint et vérification
- Dégraissage et nettoyage des organes de serrage
- Démontage et pesage de la bouteille de chasse, vérification de la date de péremption et remplacement si nécessaire.
- Démontage et vérification de la charge d'additif (date limite d'utilisation indiquée par le fabricant)
- Dégoupillage du dispositif de percussion, vérification du libre fonctionnement de l'aiguille et de l'état du ressort.
- Vérification de l'état général de la canne plongeante
- Vérification de l'état général du flexible notamment au niveau de la fixation sur la tête de l'appareil et de la poignée de mise en œuvre (ressort et queue de détente)
- Vérification de l'état général du diffuseur
- Vidange de la cuve
- Vérification de l'aspect externe et interne
- Vérification de la date de passage aux mines
- Remplissage de la cuve
- Remise en place du dispositif de percussion et de la goupille de sûreté
- Remise en place ou remplacement de la bouteille de chasse

- Remise en place ou remplacement de la charge d'additif
 - Remise en place ou remplacement du joint
 - Remise en place de la tête sur l'appareil et graissage des organes de serrage
 - Mise en place d'un nouveau plomb/ fil de garantie
 - Nettoyage de l'appareil
 - Mise en place d'un étiquetage comprenant le nom du prestataire, la date de vérification, la nature de l'opération effectuée, la signature de l'agent.
 - Remplacement ou mise en place d'une numérotation conforme à l'existant ainsi que de la signalétique réglementaire
 - Consigner la vérification sur le registre de sécurité.
- **Extincteurs à poudre ABC dite polyvalente**
 - Démontage de la tête
 - Retrait du joint et vérification
 - Dégraissage et nettoyage des organes de serrage
 - Démontage et pesage de la bouteille de chasse, vérification de la date de péremption et remplacement si nécessaire.
 - Dégoupillage du dispositif de percussion, vérification du libre fonctionnement de l'aiguille et de l'état du ressort.
 - Vérification de l'état général de la canne plongeante
 - Vérification de l'état général du flexible notamment au niveau de la fixation sur la tête de l'appareil et de la poignée de mise en œuvre (ressort et queue de détente)
 - Vérification de l'état général du diffuseur
 - Vidange de la cuve
 - Vérification de l'aspect externe et interne
 - Vérification de la date de passage aux mines
 - Détassage et tamisage de la poudre
 - Remplissage de la cuve
 - Remise en place du dispositif de percussion et de la goupille de sûreté
 - Remise en place ou remplacement de la bouteille de chasse
 - Remise en place ou remplacement du joint
 - Remise en place de la tête sur l'appareil et graissage des organes de serrage
 - Mise en place d'un nouveau plomb/ fil de garantie
 - Nettoyage de l'appareil
 - Mise en place d'un étiquetage comprenant le nom du prestataire, la date de vérification, la nature de l'opération effectuée, la signature de l'agent.
 - Remplacement ou mise en place d'une numérotation conforme à l'existant ainsi que de la signalétique réglementaire
 - Consigner la vérification sur le registre de sécurité.
- **Extincteurs à CO2 :**
 - Nettoyage et pesée de l'appareil
 - Vérification de l'état général du tromblon et/ ou Vérification de l'état général du flexible notamment au niveau de la fixation sur la tête de l'appareil
 - Vérification de l'aspect externe de la cuve
 - Vérification du manomètre de pression si existant
 - Vérification de la date de passage aux mines
 - Mise en place d'un étiquetage comprenant le nom du prestataire, la date de vérification, la nature de l'opération effectuée, la signature de l'agent
 - Remplacement ou mise en place d'une numérotation conforme à l'existant ainsi que de la signalétique réglementaire

- Consigner la vérification sur le registre de sécurité

La maintenance annuelle des BAES consistera à vérifier l'état général du bloc autonome entre autres, l'absence de détérioration, la propreté du boîtier et des pictogrammes, le bon positionnement et l'orientation. Il faudra s'assurer que le voyant de charge est allumé, ce qui indique que la batterie est correctement alimentée. Ce contrôle permet de détecter rapidement toute anomalie apparente ou signe de dysfonctionnement.

Un test de fonctionnement devra être conduit pour vérifier que le BAES s'allume automatiquement en mode secours. Il permet de contrôler l'intensité lumineuse et la durée d'éclairage autonome, qui doit généralement atteindre une heure. Ce test garantit que le dispositif remplira sa fonction en cas d'évacuation ou de panne de courant.

La batterie doit être vérifiée pour s'assurer qu'elle est capable de fournir l'énergie nécessaire pendant toute la durée réglementaire. Si la batterie montre des signes de faiblesse ou ne tient pas la charge, elle doit être remplacée. Ce contrôle est essentiel pour garantir la fiabilité du BAES en situation d'urgence.

- **Blocs Autonomes d'Éclairage de Sécurité (BAES)**

- Nettoyage du bloc (optique, boîtier, pictogrammes).
- Remplacement des composants défectueux (lampes, batteries, circuits).
- Mise à jour des pictogrammes si les consignes d'évacuation ont changé.
- Vérification de la conformité avec les normes en vigueur (NF C 71-830, NF EN 60598-2-22, etc.).

4.3. Modalités de la maintenance curative

- **Panne et réparation**

Le titulaire s'engage à intervenir dans un délai de 48 heures après l'appel de l'organisme contractant, confirmé par mail.

Le titulaire a la charge de la maintenance curative (réparation en cas de panne, absence de scellé de sécurité ou de goupille, défaut de percussion de la poignée de l'extincteur) sur les extincteurs. Il devra changer les pièces défectueuses, récupérer les anciens extincteurs. Les pièces de rechange devront être identiques aux pièces d'origines.

La prestation comprend la totalité des fournitures, main d'œuvre, garantie, prestations diverses nécessaires à la complète exécution de la prestation, l'enlèvement de l'élément changé, tous accessoires et sujétions de toute nature, tel qu'il résulte des prescriptions des différents articles du présent C.C.T.P et des dispositions du C.C.A.P. La prestation s'achève à la signature du bon d'intervention, attestant le service fait, par le chef d'établissement ou le responsable de sécurité.

- **Rechargement**

Le prestataire est autorisé à procéder aux rechargements (ne nécessitant pas de retour en atelier) des extincteurs pour lesquels il effectue la visite de maintenance préventive sauf si le bon de commande relatif à cette visite ne les autorise pas.

La prestation comprendra toutes les sujétions de remises en service (compris le remplacement de sparklet).

Sauf demande explicite de la part du service utilisateur, les extincteurs à pression permanente ne seront pas rechargés. Un achat sera réalisé à la place. Le titulaire devra alors immédiatement et oralement informer le référent Santé et Sécurité, présent sur le site, et dans l'heure suivant sa visite et par écrit (courriel).

- **Réparation suite à des actes de vandalisme**

Dans ce cas, la réparation n'est pas due dans les prix unitaires forfaitisés à l'année. Il s'agira des cas suivants : Extincteur vidé par un inconnu, flexible de lance sectionné ou percé volontairement, cuve endommagée et déformée.

Les extincteurs à pression permanente dont la pression n'est plus conforme suite à un acte de vandalisme ne seront pas réparés. Un achat sera réalisé à la place (Cône de diffusion ou lance cassée suite à une dégradation volontaire).

4.4 : Personnes habilitées à intervenir

Les préposés désignés par le Titulaire sont seuls autorisés pour réaliser la maintenance des extincteurs. Ils doivent être en mesure de justifier de leur identité.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le Titulaire. Il est l'interlocuteur normal de l'Organisme contractant. Celui-ci peut demander, à tout moment, le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres.

4.5 : Règles d'accès aux locaux

Le Titulaire et ses préposés auront accès aux locaux de l'Organisme contractant, suivant les conditions fixées par le règlement intérieur de la CAF (port de badges, laissez-passer, etc.).

Le personnel du titulaire de l'accord-cadre chargé de la visite sur le site de l'intervention devra se présenter impérativement au représentant de l'Organisme contractant sur le site à son arrivée et à son départ de l'établissement concerné.

Les entrées et les sorties du personnel et du matériel seront contrôlées. Les circulations ou issues ne devront pas être encombrées par les produits ou matériels du titulaire.

4.6 : Protection des ouvrages et sécurité des personnes

Le Titulaire s'engage à maintenir en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir. Il respectera également les règles de sécurité en vigueur.

Le titulaire devra s'assurer de la protection, en cas de nécessité, des ouvrages existants pour l'exécution des prestations ainsi que de la protection des personnes (public notamment) lors de ses interventions.

En cas de détérioration, le coût de réparation sera à la charge du titulaire

4.7 : Rapport d'intervention

Chaque intervention une fois réalisée, qu'il s'agisse de maintenance préventive ou de maintenance curative, donne lieu à la délivrance d'un rapport d'intervention établi par le Titulaire.

Ce rapport d'intervention devra mentionner :

- le nom de l'Organisme contractant,
- la date et l'heure de la demande d'intervention (si maintenance curative)
- l'adresse de l'intervention,
- les dates, heures (début et fin) de l'intervention ainsi que la durée de l'intervention,
- le ou les nom(s) de(s) intervenant(s),
- un compte-rendu précis de l'intervention effectuée.
- L'inventaire du parc d'extincteurs du site avec leurs caractéristiques (type et capacité), leurs emplacements et leurs numéros.

4.8 : Tenue du registre de sécurité – Information de la Caf

Chaque prestation sera en outre consignée dans le registre de sécurité du bâtiment concerné. Le titulaire s'engage à la bonne tenue des registres de sécurité et à la fourniture de tous les éléments nécessaires à cette dernière (bons de travaux, attestations ...).

Le Titulaire sera tenu lors de chaque visite ou intervention qui sera coordonnée avec le Référent Santé et sécurité au travail de :

- consigner dans le registre d'incendie ou de sécurité de chaque immeuble la nature des prestations effectuées,
- informer le Responsable de la sécurité de tout manquement, de toute non-conformité éventuelle des matériels visités à la réglementation en vigueur, et des opérations de remplacement à neuf d'appareils qui se révéleraient nécessaires.

ANNEXE 2 AU CCTP

**DETAIL DES OPERATIONS SYSTEMATIQUES DE VERIFICATION
ET DE CONTROLE DU PARC D'EXTINCTEURS DE LA CAF 93**

Selon la norme NF.S61919

5 Maintenance effectuée par une personne compétente

5.1 Généralités

5.1.1 L'utilisateur doit s'assurer que les extincteurs portatifs ainsi que les cartouches de gaz sont vérifiés et entretenus, s'il y a lieu, comme indiqué à l'annexe B.

La personne compétente doit effectuer tous les ans, avec une tolérance de plus ou moins deux mois, la maintenance, conformément au présent document. Ce laps de temps peut être raccourci notamment en raisons d'exigences dues à l'environnement ou à des risques.

5.1.2 Tout extincteur portatif (corps ou équipement) doit être jugé inutilisable par la personne compétente lorsqu'elle estime :

- que son état est dangereux ;
- qu'il serait dangereux de l'utiliser ;
- que son état peut l'empêcher de fonctionner de manière satisfaisante, par exemple perte de contenu ou de pression supérieure aux tolérances.

En l'absence d'intervention immédiate pour remédier au défaut, la personne compétente doit marquer sur le produit «**APPAREIL INUTILISABLE EN L'ÉTAT**» en attendant de remédier au problème.

Ce marquage doit être bien en vue et comporter la date et la marque d'identification de la personne compétente.

La personne compétente doit rédiger, au plus tard à l'issue de la visite du site, un rapport pour signaler à l'utilisateur tout extincteur portatif nécessitant une action corrective.

5.1.3 La personne compétente doit vérifier que l'extincteur portatif est conforme aux réglementations en vigueur se rapportant à l'application et qu'il n'est pas d'un type défini à l'article 6 du présent document.

La personne compétente doit rédiger un rapport pour signaler à l'utilisateur tout extincteur portatif contrevenant aux prescriptions nationales applicables et devant être mis hors service ou d'un type défini à l'article 6 du présent document.

5.1.4 La personne compétente doit apposer le marquage «**VÉRIFIÉ**» (voir 9) sur tout extincteur portatif qui, après vérification et, si nécessaire, réparation et remplacement d'étiquettes illisibles, est apte à continuer à fonctionner.

De plus, les informations doivent être portées dans un document (registre, bulletin de visite, etc.), sachant que chaque extincteur portatif dispose d'une identification.

5.1.5 La personne compétente doit examiner tout support prévu pour un extincteur portatif et signaler à l'utilisateur tout défaut ou dommage visible.

5.1.6 La personne compétente doit informer l'utilisateur de l'action corrective réalisée conformément à 5.1.2, 5.1.3 et à l'article 6.

5.2 Précautions de sécurité

La personne compétente doit être informée des précautions de santé et de sécurité à prendre en ce qui concerne la manipulation des agents extincteurs (fiches de données de sécurité).

5.2.1 Sécurité incendie au cours de la maintenance

L'utilisateur doit tenir compte du fait que la maintenance ainsi que les procédures de recharge peuvent réduire temporairement l'efficacité des précautions prises pour la protection contre l'incendie. Il faut donc respecter les points suivants :

- a) en fonction du risque d'incendie, il convient de ne retirer d'une zone particulière qu'un nombre limité d'extincteurs portatifs lors de la mise en œuvre de ces procédures ;
- b) le cas échéant, il convient de placer des extincteurs portatifs de recharge dans cette zone ;
- c) des précautions accrues de sécurité contre l'incendie peuvent être nécessaires pendant la période de maintenance.

5.2.2 Sécurité individuelle

Lors de l'ouverture de tout extincteur portatif :

- a) s'assurer qu'il n'y a pas de pression résiduelle dans le corps ou dans un tuyau flexible et/ou une soufflette ;
- b) dévisser lentement la tête ou le robinet jusqu'à échappement de toute pression résiduelle par le dispositif d'échappement et ne pas continuer à dévisser tant que toute la pression n'est pas libérée.

Si la preuve est faite que la pression résiduelle n'a pas été libérée, ne pas poursuivre sans consulter les manuels du fabricant et en prenant les mesures de sécurité appropriées. Toute brusque libération de pression peut projeter des parties ou le contenu de l'extincteur portatif. Il est nécessaire d'utiliser des dispositifs de fixation appropriés et une protection individuelle adaptée.

Il ne faut en aucun cas dévisser sur place les robinets des extincteurs portatifs à dioxyde de carbone ou d'autres extincteurs portatifs ou cartouches à haute pression. Effectuer la maintenance des extincteurs portatifs à dioxyde de carbone et à halon dans une zone bien ventilée car les vapeurs peuvent être nocives.

AVERTISSEMENT : Une pression résiduelle pouvant parfois être présente bien après la dernière manœuvre d'un extincteur, à chaque tentative de retrait de partie d'extincteurs portatifs, la personne compétente doit s'assurer que personne ne peut être blessé par une partie de ces extincteurs susceptible d'être projetée.

6 Extincteurs d'incendie portatifs dont la maintenance n'est plus acceptée

On ne doit pas assurer la maintenance de certains extincteurs portatifs du fait de leur type, construction, méthode de fonctionnement, état ou pour des raisons d'ordre législatif. Voici des exemples de ces extincteurs :

- les extincteurs portatifs à mousse (chimique) ;
- tous les extincteurs portatifs à carbonate de sodium et/ou à acide ;
- les extincteurs portatifs rivetés ;
- les extincteurs portatifs qui doivent être retournés pour fonctionner ;
- extincteurs portatifs qui doivent être retournés et posés au sol pour fonctionner ;
- les extincteurs portatifs dont les parties ou agents extincteurs recommandés par le fabricant ne sont plus disponibles ;
- les extincteurs portatifs retirés du marché par des règlements nationaux ;
- les extincteurs portatifs comportant un corps à usage unique sans date de mise au rebut ou ayant dépassé la date de mise au rebut marquée sur le corps.

La personne compétente doit rédiger un rapport signalant à l'utilisateur que ces extincteurs portatifs n'ont pas fait l'objet de maintenance et qu'il convient de les remplacer par des extincteurs portatifs appropriés.

7 Recharge des extincteurs d'incendie portatifs

L'utilisateur doit prendre des dispositions pour recharger ou remplacer les extincteurs portatifs qui ont été totalement ou partiellement déchargés pour une raison quelconque ou pour lesquels l'inspection indique une nécessité de recharge.

L'extincteur portatif doit être entièrement vidé et l'agent extincteur mis au rebut avant de procéder à la recharge (voir annexe A, NOTES 1 et 3).

Les extincteurs portatifs doivent être rechargés en suivant les procédures et les instructions données par le fabricant des extincteurs et les parties appropriées de l'annexe C. Les extincteurs qui ont été rechargés doivent porter la date de la recharge.

NF S 61-919

— 10 —

8 Remplacement des éléments

Pour le remplacement des éléments, les pièces détachées acceptables sont celles définies au paragraphe 3.27, c'est-à-dire :

- les pièces d'origine ;
- les pièces équivalentes ;
- les pièces «Commun-Commun».

9 Étiquette de maintenance

9.1 Les données relatives à la maintenance doivent figurer sur une étiquette qui ne cache aucun des marquages du fabricant.

9.2 Les données suivantes doivent être fournies sur l'étiquette :

- vérifié ;
- date de recharge (année et mois) avec précision éventuelle de l'agent extincteur si nécessaire ;
- date de maintenance additionnelle approfondie (année et mois) ;
- nom et adresse de la société qualifiée ;
- marque identifiant clairement la personne compétente ;
- date (année et mois) de réalisation de la maintenance ou des vérifications ;
- date (année et mois) de la précédente révision en atelier.

NOTE Il y a également lieu de marquer l'année et le mois de la maintenance suivante si la législation l'exige.

10 Révision en atelier

Le centre de révision doit posséder tout le matériel spécifique et les manuels techniques correspondants et compter un personnel spécialement formé.

Le centre de révision inspecte et remet en état les extincteurs portatifs d'un ou de plusieurs fabricants et dispose d'un système qualité conforme à l'EN ISO 9002, étant également agréé par l'un des fabricants au moins.

10.1 Intervalles de révision en atelier

Le calendrier de maintenance spécifié à l'annexe B est conçu pour garantir que les extincteurs portatifs restent toujours fiables pendant une longue période de service.

Tous les extincteurs portatifs doivent être soumis à une révision en atelier effectuée par le fabricant ou un centre de révision à intervalles ne dépassant pas ceux donnés à l'annexe A. Il est facile de le faire en remettant en état chaque année un pourcentage approprié de chaque type d'extincteur portatif. Il faut se conformer aux règlements nationaux en matière d'environnement en ce qui concerne la destruction des agents extincteurs.

L'annexe A donne les intervalles spécifiés, partant dans chaque cas de la date de fabrication ou de la dernière recharge effective ou de la révision en atelier de l'extincteur portatif concerné.

NF S 61-919

— 18 —

Annexe E
(normative)

Formation et expérience de la personne compétente

La personne compétente doit être formée : la formation doit comprendre au moins trois mois d'expérience sur le terrain et la participation à des cours de formation dont la durée recommandée est d'au moins 32 h. À l'issue de ce stage de formation, la personne compétente doit réussir un examen qui doit être supervisé par un organisme indépendant.

Le stage de formation est organisé par un fabricant ou tout autre organisme reconnu.

La personne compétente doit assister à des stages de recyclage au moins tous les cinq ans.

Un organisme professionnel désigné effectuera une validation des acquis pour les personnels vérificateurs qui y seraient avant la mise en place du présent document.